

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 346

[C — 2004/29036]

17 DECEMBRE 2003. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'Ecole d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Des dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

Article 1^{er}. Les points 4, 5, 6, 7 et 8 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont supprimés.

Art. 2. Le point 57 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe I du présent décret.

CHAPITRE II. — *Des dispositions relatives au recouvrement des créances*

Art. 3. Au sens du présent chapitre, on entend par « comptable ordinaire », le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances diverses, au bénéfice de la Communauté française.

Art. 4. L'ordonnateur inscrit, en surséance indéfinie, une créance impayée qui n'a pu être recouvrée par le comptable ordinaire dans le cadre de la procédure habituelle, lorsque sur base des éléments en sa possession, il estime que celle-ci pourrait être recouvrée au cours des cinq années suivant la date d'exigibilité.

Art. 5. Sans préjudice de l'application de l'article 66, alinéas 1^{er} et 2, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, ni de l'inscription, en surséance indéfinie, et sous réserve, dans le chef du débiteur d'un retour à meilleure fortune, sont irrécouvrables au sens du présent chapitre :

a) les créances à l'encontre des débiteurs dont l'insolvabilité perdure depuis cinq ans au moins et est attestée par voie d'huissier ou par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines;

b) les créances produites à la faillite ou à la liquidation d'une personne morale, sur production de l'attestation d'irrécouvrabilité, délivrée par le curateur ou le liquidateur.

Art. 6. L'irrécouvrabilité vaut décharge pour le comptable ordinaire. Celui-ci porte les droits irrécouvrables en annulation dans sa comptabilité. Tout paiement obtenu ultérieurement dans le cadre d'un des cas visés à l'article 5 sera comptabilisé en tant que recette au comptant.

Art. 7. Sur base d'un dossier complet et d'un rapport circonstancié du comptable ordinaire, accompagnés de l'avis conforme de l'ordonnateur et du visa du fonctionnaire de surveillance, la mise en décharge d'une créance non recouvrée peut être accordée au comptable par le Gouvernement de la Communauté française dans les cas suivants :

a) lorsque les frais de recouvrement, à charge de la Communauté française, d'une ou plusieurs créances à l'encontre d'un débiteur, sont supérieurs au montant dû;

b) lorsque la créance est prescrite ou non suffisamment établie;

c) lorsque la créance à charge d'un débiteur résidant à l'étranger ne peut être recouvrée par les voies légales existantes;

d) lorsque le débiteur n'a plus de domicile connu et demeure introuvable;

e) lorsque la procédure de rappels a été épuisée et que la créance ou les créances cumulées à l'encontre d'un débiteur ne sont pas susceptibles d'être recouvrées par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.

Art. 8. Après avoir reçu l'accord du Gouvernement de la Communauté française quant à la mise en décharge de créances non recouvrées, le comptable ordinaire porte les droits correspondants en annulation dans sa comptabilité. Tout paiement obtenu ultérieurement dans le cadre d'un des cas visés à l'article 5 sera comptabilisé en tant que recette au comptant.

CHAPITRE III. — *Des dispositions relatives à la RTBF*

Art. 9. Le Gouvernement de la Communauté française peut garantir les emprunts conclus par la RTBF, étant entendu que le montant de la dette de la RTBF garantie par la Communauté française ne peut excéder 125 400 000 EUR sur la période 2004-2007, soit une augmentation de 50 000 000 EUR par rapport au niveau de la dette garantie au 31 décembre 2003.

Art. 10. Dans le cadre des investissements immobiliers de la RTBF, le Gouvernement de la Communauté française peut garantir l'émission d'emprunts à concurrence d'un montant maximal de 26 400 000 EUR, selon des modalités fixées par arrêté du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Des dispositions relatives aux experts et commissaires aux Comptes du Gouvernement*

Art. 11. L'article 25 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniales qui dépendent de la Communauté française est remplacé par :

« La cellule d'audit interne est composée au maximum de deux experts engagés par le conseil d'administration de l'organisme public, dans le respect de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, après avis du fonctionnaire dirigeant, et justifiant de qualifications ou d'une expérience utile en matière de gestion publique et dans les domaines respectifs des missions de l'organisme public concerné. »

Art. 12. L'article 45 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniales qui dépendent de la Communauté française est remplacé par :

« Les commissaires aux comptes sont désignés auprès de chaque organisme public. Les commissaires aux comptes sont désignés par le Gouvernement, pour moitié parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise et pour moitié parmi les membres de la Cour des comptes. »

Art. 13. Le libellé du titre VI, chapitre Ier, section Ire, du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniales qui dépendent de la Communauté française est remplacé par :

« Les conditions d'engagement des membres de la cellule d'audit interne ».

Art. 14. Le libellé du titre VI, chapitre II, section IV, sous-section Ire, du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniales qui dépendent de la Communauté française est remplacé par :

« Les conditions de désignation et de révocation ».

CHAPITRE V. — *Des dispositions relatives à l'Ecole d'administration publique de la Communauté française*

Art. 15. L'article 11 du décret du 27 février 2003 instituant l'Ecole d'administration publique de la Communauté française en service à gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux dans les services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les universités organisées par la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. — Le Chapitre Ier du présent décret produit ses effets à la date du 9 septembre 2003. Les autres chapitres, à l'exception du chapitre II, dont l'entrée en vigueur est déterminée par le Gouvernement, produisent leurs effets à la date du 11 juillet 2003. »

Art. 16. Dans le décret du 27 février 2003 instituant l'Ecole d'administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française à gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux dans les services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les universités organisées par la Communauté française, il est inséré un article 1^{er} bis libellé comme suit :

« Art. 1^{er} bis. — L'Ecole d'administration publique de la Communauté française perçoit un droit d'inscription pour la formation en vue de l'obtention du brevet de management public. Le Gouvernement fixe le montant de ce droit d'inscription. »

CHAPITRE VI. — *Des dispositions relatives à l'Etnic*

Art. 17. L'article 3, § 1^{er}, 4^o, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française est remplacé par : « 4^o La mise à disposition des ressources informatiques nécessaires au contrôle de l'obligation scolaire et au comptage des élèves visé par la loi du 23 mai 2000 fixant les critères visés à l'article 39, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. »

Art. 18. A l'article 3 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les missions reprises aux §§ 1^{er} et 2 du présent article qui requièrent un partenariat entre l'entreprise publique et un ou plusieurs services de la Communauté française, des conventions de service peuvent être conclues dans le cadre du contrat de gestion visé à l'article 16. Ces conventions fixent notamment le rôle de chacune des parties et font l'objet d'une approbation par le conseil d'administration. »

Art. 19. A l'article 4, 1^o, 1^{re} phrase, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française, les mots « et couvrant l'exercice de l'ensemble de ces missions » sont remplacés par les mots « à l'exception des consommables nécessaires aux services de la Communauté dans le cadre de l'exécution de leurs missions ».

Art. 20. Le dernier alinéa de l'article 5 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française est remplacé par :

« Les services de la Communauté sont propriétaires de leurs données. Ces données sont traitées par l'entreprise publique dans le cadre exclusif de ses missions et dans le respect des législations protégeant l'accès aux données privées. »

Art. 21. A l'article 16, § 2, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française, il est ajouté un 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o pour régler par convention les situations transitoires liées aux transferts des missions de service public visées à l'article 3 entre les services de la Communauté française et l'entreprise publique. La continuité de service public est prioritairement garantie. Pour ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les modalités de transfert peuvent prévoir que les articles 3, § 3, et 19, alinéa 3, ne s'appliquent pas pendant les situations transitoires. »

CHAPITRE VII. — *Des dispositions relatives à l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française*

Art. 22. Le Gouvernement de la Communauté française est habilité à conclure un ou plusieurs baux emphytéotiques sur les immeubles lui appartenant au « Domaine du Bois Saint-Jean ».

CHAPITRE VIII. — *Des dispositions relatives aux institutions universitaires*

Art. 23. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le premier paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de base pour les allocations annuelles de fonctionnement visées à l'article 26 en faveur des institutions universitaires visées à l'article 25 est fixé à 411 305 764,25 EUR. »

CHAPITRE IX. — *Des dispositions relatives aux statuts des personnels de l'enseignement*

Art. 24. Dans l'article 15 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Toutefois, l'écoulement de la période continue de trois mois au moins n'est pas requis pour le membre du personnel qui, suite à une nouvelle absence pour cause de maladie ou infirmité, se trouve à nouveau en congé ou en disponibilité pour cause de maladie ou infirmité dans l'année qui suit la date à laquelle il a fait l'objet d'une décision de reconnaissance de maladie grave et de longue durée. »

Art. 25. Dans l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le paragraphe 1^{er} :

1. au 1^o, les mots : « des internats dépendant de ces établissements, » sont insérés entre les mots « des Hautes Ecoles, » et « des Ecoles supérieures des Arts »;

2. au 3^o, le mot « technique » est supprimé;

3. au 4^o, le mot « technique » est supprimé;

4. sont ajoutés les points 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 11^o, nouveaux, libellés comme suit :

« 6^o membres du personnel et aux administrateurs des internats autonomes et des homes d'accueil organisés par la Communauté française;

7^o membres du personnel et aux pouvoirs organisateurs des internats subventionnés par la Communauté française;

8^o membres du personnel et aux directeurs des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française;

9^o membres du personnel et au directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;

10^o membres du personnel et au directeur du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

11^o membres du personnel et aux directeurs des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux. »

b) Dans le paragraphe 2 :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « , les aides à la promotion de l'emploi et les agents engagés dans le cadre du Programme de transition professionnelle » sont insérés entre les mots « subventionnés » et « sont considérés »;

2. l'alinéa 2 est complété comme suit :

« — dans les internats autonomes et les homes d'accueil organisés par la Communauté française, l'administrateur;

— dans les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, dans le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, dans le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et dans les Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux, le directeur. »

Art. 26. Dans l'alinéa 2 de l'article 2 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, sont apportées les modifications suivantes :

a) au premier tiret, les mots « des internats, » sont insérés entre les mots « de promotion sociale » et « des Hautes Ecoles, »;

b) au deuxième tiret, les mots « des internats dépendant de ces établissements, des internats autonomes, des homes d'accueil, » sont insérés entre les mots « des Hautes Ecoles, » et « des Ecoles supérieures des arts »;

c) au troisième tiret, le mot « technique » est supprimé;

d) au quatrième tiret, le mot « technique » est supprimé;

e) un cinquième tiret nouveau libellé comme suit est inséré :

« — des centres visés à l'article 1^{er}, 8^o, 9^o, 10^o et 11^o, s'il s'agit d'un membre du personnel de ces derniers. »

Art. 27. Au paragraphe 1^{er} de l'article 8 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 2, les mots « , internats ou homes d'accueil » sont insérés entre les mots « dans plusieurs établissements d'enseignement » et « ou plusieurs centres » et les mots « , internats, homes d'accueil » sont insérés entre les mots « vers les établissements d'enseignement » et « ou centres »;

b) à l'alinéa 4, les mots « , internats, homes d'accueil » sont insérés entre les mots « dans plusieurs établissements d'enseignement » et « ou plusieurs centres » et les mots « , internats, homes d'accueil » sont insérés entre les mots « vers le(s) établissement(s) d'enseignement » et « ou centre(s) concerné(s) ».

Art. 28. A l'article 10 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, sont apportées les modifications suivantes : a) le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le coût des interventions pour les membres du personnel des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux est à charge de la dotation globale qu'ils reçoivent chacun conformément à l'article 3, § 1, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »;

b) dans le paragraphe 2, les mots « et aux Hautes Ecoles » sont remplacés par les mots « , aux Hautes Ecoles, aux centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, au Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, au Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et aux Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux. »

Art. 29. A l'article 11, alinéa 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, les mots « psycho-médico-sociaux » sont insérés entre les mots « directeurs des centres » et les mots « visés à l'article 2 ».

Art. 30. Dans le paragraphe 2 de l'article 12 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, les mots « aux internats » sont insérés entre les mots « aux établissements d'enseignement » et les mots « ou aux centres psycho-médico-sociaux ».

Art. 31. Dans l'intitulé du chapitre X « Modifications de l'arrêté du 12 décembre 1994 du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires organisées par la Communauté française » du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, le nombre « 12 » est remplacé par le nombre « 16 ».

Art. 32. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 1994 relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires organisées par la Communauté française est complété par l'alinéa suivant : « Les agents contractuels subventionnés et les aides à la promotion de l'emploi dont la charge est imputée sur les allocations annuelles de fonctionnement des institutions universitaires sont considérés comme membres du personnel pour l'application de l'alinéa 1^{er}. »

Art. 33. A l'article 15 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, le point 3 est complété par un *littera c*) libellé comme suit :

« c) diplôme de licencié en kinésithérapie délivré conformément au décret du 30 juin 1998 portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ».

Art. 34. A l'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les mots « dessin et travaux manuels » sont remplacés par les mots « dessin et travaux manuels, français histoire, français et morale, français et religion, français et français langue étrangère, -géographie, histoire, sciences économiques et sociales-, -géographie, histoire, sciences sociales-, -sciences humaines : histoire, géographie, sciences sociales-, mathématique, mathématique- morale, mathématique-religion, commerce, -biologie, chimie, physique-, sciences : biologie, chimie, physique, -sciences économiques et -sciences économiques appliquées ».

Art. 35. Au point 3°, de l'article 14quater, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par le décret du 29 mars 2001, les termes « ou d'un membre du personnel désigné en qualité de temporaire prioritaire » sont insérés entre les termes « ou de sélection » et les termes « qui sollicite ».

Art. 36. Dans l'article 33, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et modifié par le décret du 17 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes : 1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « dans un autre établissement de la zone ou » sont insérés entre les termes « changement d'affectation » et les termes « dans un établissement d'une autre zone »;

2° entre les alinéas 2 et 3, il est inséré un alinéa, nouveau, libellé comme suit : « Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du ministre dans le courant du mois de mars. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de plein exercice concernée ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale concernée dans le même délai. »

Art. 37. Dans l'article 37bis, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par le décret du 29 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « ou d'une autre zone » sont insérés entre les termes « de la zone où il est désigné en qualité de temporaire prioritaire » et les termes « , pour autant que »;

2° à l'alinéa 4, les termes « ou d'une autre zone » sont insérés entre les termes « de la zone où il est désigné en qualité de temporaire prioritaire » et les termes « , de périodes de cours ».

Art. 38. Dans l'article 45, § 2ter, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par le décret du 29 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes : 1° l'alinéa 1^{er} est complété par un point 3°, libellé comme suit :

« 3° ne soit pas occupé par un membre du personnel à titre de complément de charge, par un membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif pour laquelle il possède le titre requis, par un membre du personnel rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif ou par un membre du personnel temporaire prioritaire. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'extension de la nomination à titre définitif obtenue conformément aux dispositions de l'alinéa précédent est limitée, le 1^{er} septembre suivant, au nombre de périodes définitivement vacantes qui peuvent être confiées à cette date au membre du personnel, à condition que :

1° le membre du personnel ne puisse pas bénéficier à cette date d'une fonction à prestations complètes soit dans l'établissement où il est affecté à titre principal et où il sera dès lors affecté, qu'il ait ou non obtenu antérieurement une affectation à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, soit dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, s'il a déjà obtenu antérieurement l'extension de sa nomination à titre définitif et est affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements;

2° le membre du personnel ne soit pas mis en disponibilité par défaut d'emploi soit dans l'établissement où il est affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements soit dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, s'il a déjà obtenu antérieurement l'extension de sa nomination à titre définitif et est affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements;

3° si le membre du personnel est placé en perte partielle de charge dans l'établissement où il est affecté à titre principal, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet;

4° si le membre du personnel est placé en perte partielle de charge dans un ou plusieurs des établissements où il est affecté à titre complémentaire, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué dans un établissement autre que celui où il est affecté à titre principal pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet. »

Art. 39. A l'article 7, point « 7. Maître de seconde langue : a) » de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, remplacé par l'article 60, 2°, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les mots « complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire dont le Gouvernement organise la délivrance » sont supprimés.

Art. 40. Le § 2 de l'article 28 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le titulaire du brevet de promotion est nommé le 1^{er} janvier dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent. Le titulaire du brevet de sélection est nommé le 1^{er} juillet dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois de janvier précédent. Le titulaire du brevet qui ne peut pas être nommé dans l'emploi qu'il occupe peut solliciter sa nomination dans un emploi vacant autre que celui où il est affecté, pour autant que cet emploi ne soit pas attribué par réaffectation ou changement d'affectation ni déjà conféré à un autre titulaire du brevet. »

Art. 41. L'article 46 du décret du 4 janvier 1999 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 46. — Par dérogation à l'article 28, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, les membres du personnel de la Communauté qui ont été désignés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou de promotion et y comptent au moins 1 050 jours d'ancienneté au 1^{er} janvier 2004 sont prioritaires pour être affectés dans l'emploi qu'ils occupent, à titre définitif ou provisoire, selon que cet emploi est vacant ou non vacant, dès qu'ils ont obtenu le brevet en rapport avec la fonction qu'ils exercent. »

Art. 42. Un article 46bis, nouveau, libellé comme suit est introduit dans le décret du 4 janvier 1999 précité :

« Art. 46bis. — Par dérogation aux dispositions de l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, du présent décret, les titulaires des brevets de promotion, qui ont introduit leur candidature à une fonction de promotion à la suite de l'appel lancé consécutivement à la délivrance des premiers brevets de promotion conformément aux dispositions du présent décret, sont nommés à ladite fonction de promotion à la date du 1^{er} juillet, dans les emplois correspondant à ladite fonction, sous réserve que les emplois de la fonction de promotion considérée aient été disponibles pour un changement d'affectation dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent. »

Art. 43. Le Gouvernement détermine les frais pouvant être remboursés aux inspecteurs de l'enseignement organisé ou subsidié par la Communauté française.

Il s'agit :

1. des frais de parcours;
2. des frais de séjours;
3. des frais autres, dont notamment les frais relatifs aux communications téléphoniques, aux fax, à l'internet et à l'achat de documentation. Le Gouvernement fixe les limites et les modalités de ce remboursement.

Art. 44. A l'article 8 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 4 :

« Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé aux commissaires ou délégués du Gouvernement des institutions universitaires de la Communauté française, un traitement d'attente liquidé à raison d'un trentième du dernier traitement d'activité par année de services accomplis dans cette fonction, et à raison du tantième fixé par les lois en vigueur en ce qui concerne les autres services admissibles. »

Art. 45. A l'article 1^{er}, § 2bis, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par le décret du 8 mai 2003, les termes « aux articles 34sexies et 42, § 5 » sont remplacés par les termes « aux articles 29bis, § 4, 34sexies et 42, § 5 ».

CHAPITRE X. — Des dispositions relatives à l'enseignement

Art. 46. Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2003-2004 au montant accordé pour l'année scolaire 2002-2003, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2003.

Art. 47. A l'article 21ter, alinéa 1^{er}, du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeurs pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, tel qu'inséré par le décret du 15 octobre 1991, les mots « nombre global de périodes-professeurs attribué au 1^{er} octobre » sont remplacés par « nombre total de périodes-professeurs attribué au 15 janvier ».

Art. 48. Le § 1^{er} de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour être régulièrement inscrit à la 2e année d'études dans une école, le candidat doit produire :

1° soit l'attestation de réussite de la 1re année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) — orientation santé mentale et psychiatrie ou le diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers — spécialité psychiatrique ou la décision d'équivalence à l'un de ces titres;

2° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : « Infirmier hospitalier : Sciences infirmières I et II », « Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales I et II », « Infirmier hospitalier : Sciences sociales I et II », et précisant qu'il a obtenu au moins 60% des points aux unités de formation : « Stage : Infirmier hospitalier — enseignement clinique d'acquisition Ia et Ib, IIa et IIb ».

Art. 49. Le § 1^{er} de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour être régulièrement inscrit à la 3e année d'études dans une école, le candidat doit produire :

1° soit l'attestation de réussite de la 2e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) — orientation santé mentale et psychiatrie ou le diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers — spécialité psychiatrique ou la décision d'équivalence à l'un de ces titres;

2° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : « Infirmier hospitalier : Sciences infirmières III et IV »,

« Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales III et IV », « Infirmier hospitalier : Sciences sociales III et IV », et précisant qu'il a obtenu au moins 60% des points aux unités de formation : « Stages : Infirmier hospitalier — enseignement clinique d'acquisition III et IV ».

Art. 50. A l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, sont apportées les modifications suivantes : les termes « 8 288 000 EUR » sont remplacés par « 8 702 000 EUR ».

Art. 51. A l'article 36, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, sont apportées les modifications suivantes : au § 1^{er}, alinéa 1, les termes « 799 000 EUR » sont remplacés par « 1 214 000 EUR ».

Art. 52. A l'article 2 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, il est inséré un 4°*bis* rédigé comme suit :

« 4°*bis* Formateur : toute personne physique habilitée à dispenser une formation; »

Art. 53. A l'article 8 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 2, les termes « Toutefois, en ce qui concerne les formations des niveaux visés à l'article 5, 2° et 3°, » sont supprimés;

2° au § 3, alinéa 2, les termes « Toutefois, en ce qui concerne les formations des niveaux visés à l'article 5, 2° et 3°, » sont supprimés.

Art. 54. A l'article 10, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psychomédico- sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « ou le directeur du centre psycho-médico-social » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, première phrase, les termes « ou le directeur du centre psycho-médicosocial » sont supprimés;

3° à l'alinéa 2, deuxième phrase, les termes « ou les centres organisés » sont remplacés par « organisé »;

4° à l'alinéa 2, deuxième phrase, les termes « ou les centres officiels subventionnés » sont remplacés par « officiel subventionné »;

5° à l'alinéa 2, deuxième phrase, les termes « ou les centres libres subventionnés » sont remplacés par « libre subventionné »;

6° à l'alinéa 2, troisième phrase, les termes « ou du directeur du centre psycho-médicosocial » sont supprimés.

Art. 55. A l'article 13 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicosociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, il est inséré un 16°, rédigé comme suit :

« 16° l'Institut de la formation en cours de carrière »;

2° au § 3, alinéa 2, les termes « , durant leur temps de prestation, » sont insérés entre « ils ne peuvent » et « dispenser ».

Art. 56. A l'article 42, § 3, alinéa 3, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psychomédico- sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, les termes « article 23, § 2 » sont remplacés par les termes « article 40, § 2 ».

Art. 57. A l'article 51, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicosociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« En outre, il peut également disposer des membres du personnel mis à sa disposition conformément à l'article 46, § 4. »

Art. 58. A l'article 2 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, il est inséré un 7° *bis* rédigé comme suit :

« 7° *bis* Formateur : toute personne physique habilitée à dispenser une formation. »

Art. 59. A l'article 9, alinéa 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire est ajoutée la phrase suivante :

« Il charge également ce dernier d'allouer aux opérateurs de formation, les subventions relatives aux formations à organiser. »

Art. 60. Pour l'année scolaire 2003-2004, il est octroyé un complément de périodes-professeurs aux établissements d'enseignement secondaire qui organisent la 7e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

Le nombre de périodes octroyées est obtenu en multipliant par 1,2 le nombre d'élèves inscrits dans la 7e année précitée à la date du 15 septembre 2003.

Art. 61. A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « 2002 et 2003 » sont remplacés par les mots « 2002, 2003 et 2004 ».

Art. 62. § 1^{er}. Le calcul des subventions de fonctionnement des écoles, tel que fixé par le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'Enseignement fondamental et secondaire prend en compte 100% des élèves de l'enseignement maternel ordinaire subventionné par la Communauté française régulièrement inscrits à la date du 15 janvier.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le pourcentage d'élèves pris en compte en 2003, 2004, 2005 et 2006 est inférieur à 100 % tout en étant progressif.

En 2003, 50% de la partie non atteinte du plafond maximum d'augmentation des subventions de fonctionnement, tel que prévu à l'article 2 du décret précité, est affectée au rattrapage progressif du différentiel existant entre la méthode de comptage des élèves basée sur la fréquentation moyenne et la prise en compte des élèves à 100%.

Art. 63. Les dotations des écoles fondamentales de Habay et de Marbehan créées en 2002 sont calculées en référence à la dotation 2001 de l'école fondamentale de Marbehan-Habay, ajustée en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier et de l'indexation, et sont réparties en fonction du nombre d'élèves de chacune de ces écoles fondamentales, et ce afin de permettre l'application du régime transitoire organisé par l'article 18 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire.

Art. 64. Pour l'année 2003, un montant de 241 000 EUR à prélever sur la D.O. 52 (AB 01.01.94) est consacré à l'équipement des écoles francophones techniques et professionnelles de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Ce montant est réparti, par réseau, au prorata des élèves fréquentant les deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique et professionnel organisé par lesdits réseaux.

Art. 65. Pour l'année 2004, un montant de 564 578 EUR à prélever sur la D.O. 52 (AB 01.01.94) est consacré à l'équipement des écoles francophones techniques et professionnelles de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Ce montant est réparti, par réseau, au prorata des élèves fréquentant les deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique et professionnel organisé par lesdits réseaux.

CHAPITRE XI. — *Des dispositions relatives aux Centres psychomédico-sociaux*

Art. 66. L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2003-2004, au montant accordé pour l'année scolaire 2002-2003, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2003. »

Art. 67. Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2003-2004 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52 alinéa 4 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE XII. — *Des dispositions relatives aux centres de vacances*

Art. 68. L'article 10 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, dernier alinéa, est complété par la phrase suivante : « Dans cette logique, le Gouvernement fixe un montant journalier maximal de participation aux frais. Ce montant varie selon qu'il s'agisse de plaines, de séjours et de camps de vacances. »

CHAPITRE XIII. — *Des dispositions relatives au sport*

Art. 69. Dans le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, à l'article 39, les mots « de 2 500 membres au moins » sont remplacés par les mots « de 5 001 à 10 000 membres ».

Art. 70. Dans le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, à l'article 49, alinéa 2, in fine, il est ajouté « L'indice à prendre en considération est celui arrêté au 1^{er} décembre de l'année qui précède ».

Art. 71. Dans le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, les mots « durant l'année civile antérieure » sont supprimés dans l'alinéa 1^{er} des articles 57, 68 et 79.

CHAPITRE XIV. — *Des dispositions relatives à l'éducation permanente*

Art. 72. A l'article 7, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, les mots « de reconnaissance principal » sont remplacés par les mots « ou les axes pour lesquels elle demande sa reconnaissance ».

Art. 73. A l'article 11, § 2, du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, les mots « le forfait équivaut à dix neuf pourcents de la valeur du forfait fixée à l'article 10, plafonnée à 100 000 euros » sont remplacés par les mots « le forfait, plafonné à 100 000 euros, équivaut à dix neuf pourcents de la valeur du forfait fixée à l'article 10 ».

Art. 74. Dans le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, le chapitre VI intitulé « Dispositions transitoires et abrogatoires » est remplacé par « Chapitre VII. — Dispositions transitoires et abrogatoires » et le chapitre VII intitulé « Entrée en vigueur » est remplacé par « Chapitre VIII. — Entrée en vigueur ».

CHAPITRE XV. — *Des dispositions relatives aux infrastructures culturelles*

Art. 75. Le Gouvernement peut garantir, à concurrence de 2 000 000 EUR, les emprunts de trésorerie contractés par l'asbl « Les Grignoux » sur la période de 2004-2006 en vue d'aménager un complexe cinématographique dans l'hypercentre de Liège.

CHAPITRE XVI. — *Des dispositions finales*

Art. 76. Les articles 21, 48 et 49 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2002.

L'article 2, 62 et 63 produit ses effets au 1^{er} janvier 2003.

L'article 15 produit ses effets le 11 juillet 2003.

Les articles 25 à 32, 39, 45, 46, 52 à 57, 66 et 67 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2003.

L'article 60 produit ses effets au 15 septembre 2003.

L'article 64 produit ses effets au 1^{er} novembre 2003.

L'article 44 entre en vigueur le 1^{er} décembre 2003.

Les articles 3 à 8 et 23, 33, 43, et 65 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 472-1. — Amendements de commission, n° 472-2. — Avis des commissions, n° 472-3 à n° 472-6. — Rapport n° 472-7

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 9 décembre 2003.

—
Annexe I

N° Ordre Fonds	Dénomination du Fonds	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
57	57. Fonds Loterie nationale (C)	Dotations et avances de la Loterie nationale en application de l'article 41 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions	Attribution des fonds en provenance de la Loterie dans les domaines spécifiés dans le plan de répartition annuel arrêté par le Gouvernement

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 346

[C — 2004/29036]

17 DECEMBER 2003. — **Programmadecreet houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingoederen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructures (1)**

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen inzake begrotingsfondsen*

Artikel 1. De punten 4, 5, 6, 7 en 8 van de tabel in bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap worden geschrapt.

Art. 2. Punt 57 van de tabel in bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd in bijlage I bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake inning van schuldvorderingen*

Art. 3. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder « gewone rekenplichtige » de ambtenaar verstaan die belast wordt met de inning van de verschillende schuldvorderingen ten gunste van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De ordonnateur boekt als voor onbepaalde tijd uitgesteld een onbetaalde schuldvordering die niet door de gewone rekenplichtige is geïnd in het kader van de gewoonlijke procedure wanneer op basis van de elementen die hij bezit, deze beschouwt dat de schuldvordering geïnd zou kunnen worden binnen de vijf jaar volgend op de datum van invorderbaarheid.

Art. 5. Onverminderd noch de toepassing van artikel 66, leden 1 en 2 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, noch de boeking als voor onbepaalde tijd uitgesteld, en onder voorbehoud, voor de schuldenaar, van een betere financiële toestand, zijn

a) de schuldvorderingen tegenover de schuldenaren waarvan de insolventie reeds sinds minstens vijf jaar blijft duren en door een deurwaarder of de administratie van het kadaster, registratie en domeinen bewezen is;

b) de schuldvorderingen die voortvloeien uit het faillissement of de vereffening van een rechtspersoon, op overlegging van het attest van oninbaarheid, uitgereikt door de curator of de vereffenaar.

Art. 6. De oninbaarheid geldt als ontlasting voor de gewone rekenplichtige. Deze vernietigt de oninbare rechten in zijn comptabiliteit.

Elke betaling die later verkregen wordt in het kader van één van de gevallen bedoeld in artikel 5 zal geboekt worden als een contante ontvangst.

Art. 7. Op basis van een volledig dossier en een omstandig verslag van de gewone rekenplichtige, samen met het eensluidend advies van de ordonnateur en het visum van de controle-ambtenaar, kan de ontlasting van een niet geïnde schuldvordering aan de rekenplichtige toegekend worden door de Regering van de Franse Gemeenschap in de volgende gevallen :

a) wanneer de kosten voor de inning, ten laste van de Franse Gemeenschap, van één of meerdere schuldvorderingen tegenover een schuldenaar groter zijn dan het verschuldigd bedrag;

b) wanneer de schuldvordering verjaard is of niet voldoende bewezen is;

c) wanneer de schuldvordering tegenover een schuldenaar die in het buitenland verblijft niet geïnd kan worden via de bestaande wettelijke middelen;

d) wanneer de schuldenaar geen gekende woning meer heeft en niet meer wordt teruggevonden;

e) wanneer de procedure van aanmaningen afgelopen is en de schuldvordering of de gecumuleerde schuldvorderingen tegenover een schuldenaar niet geïnd kunnen worden door de administratie van het kadaster, registratie en domeinen.

Art. 8. Na de akkoordverbinding van de Regering van de Franse Gemeenschap over de ontlasting van niet-geïnde schuldvorderingen, vernietigt de gewone rekenplichtige de overeenkomstige rechten in zijn comptabiliteit.

Elke betaling die nadien verkregen wordt in het kader van één van de gevallen bedoeld in artikel 5 zal worden geboekt als een contante ontvangst.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen inzake de RTBF*

Art. 9. De Regering van de Franse Gemeenschap kan de door de RTBF aangegane leningen waarborgen, houdende rekening met het feit dat het bedrag van de schuldvordering van de RTBF gewaarborgd door de Franse Gemeenschap niet het bedrag van 125 400 000 EUR mag overschrijden over de periode gaande van 2004 tot 2007, hetzij een vermeerdering van 50 000 000 EUR in vergelijking met het niveau van de schuldvordering gewaarborgd op 31 december 2003.

Art. 10. In het kader van de vastgoedinvesteringen van de RTBF kan de Regering van de Franse Gemeenschap de uitgifte van leningen waarborgen ten belopen van een maximaal bedrag van 26 400 000 EUR, volgens de nadere regels bepaald bij besluit van de Regering.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen inzake de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering*

Art. 11. Artikel 25 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt vervangen door :

« De cel voor interne audit is samengesteld uit hoogstens twee deskundigen, die door de raad van bestuur van de overheidsinstelling worden aangeworven in naleving van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, na advies van de leidend ambtenaar, die het bewijs leveren van kwalificaties of van een nuttige ervaring inzake openbaar beheer en de respectieve gebieden van de lasten van de betrokken overheidsinstelling. »

Art. 12. Artikel 45 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt vervangen door :

« De commissarissen der rekeningen worden bij elke overheidsinstelling aangesteld. De commissarissen der rekeningen worden door de Regering, voor de helft uit de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren en voor de helft uit de leden van het Rekenhof, aangesteld. »

Art. 13. Het opschrift van titel VI, hoofdstuk I, afdeling I van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt vervangen door :

« De voorwaarden voor de aanwerving van de leden van de cel voor interne audit. »

Art. 14. Het opschrift van titel VI, hoofdstuk II, afdeling IV van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt vervangen door :

« De aanstellings- en afzettingsvoorwaarden. »

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen inzake de « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap*

Art. 15. Artikel 11 van het decreet van 27 februari 2003 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer en tot diverse wijzigingen met het oog op de invoering van een mandatenstelsel voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de Universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 11. Hoofdstuk I van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 9 september 2003.

De andere hoofdstukken, met uitzondering van hoofdstuk II, waarvan de inwerkingtreding bepaald is door de Regering, hebben uitwerking met ingang van 11 juli 2003. »

Art. 16. In het decreet van 27 februari 2003 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer en tot diverse wijzigingen met het oog op de invoering van een mandatenstelsel voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de Universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1*bis*. De "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap ontvangt een inschrijvingsrecht voor de vorming met het oog op het verkrijgen van het managementbrevet. De Regering bepaalt het bedrag van dat inschrijvingsrecht. »

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen inzake het ETNIC*

Art. 17. Artikel 3, § 1, 4° van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 4° De terbeschikkingstelling van het computermateriaal dat nodig is voor de controle van de schoolplicht en de telling van de studenten bedoeld bij de wet van 23 mei 2000 tot bepaling van de criteria bedoeld in artikel 39, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. »

Art. 18. In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt § 3 door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. Voor de lasten opgenomen in § § 1 en 2 van dit artikel die een partnerschap vereisen tussen het Overheidsbedrijf en één of meerdere diensten van de Franse Gemeenschap, kunnen dienstovereenkomsten gesloten worden in het kader van het beheerscontract bedoeld in artikel 16. Deze overeenkomsten stellen inzonderheid de rol van elke partij vast en worden door de raad van bestuur goedgekeurd. »

Art. 19. In artikel 4, 1°, 1ste zin, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), worden de woorden « en alle andere lasten te vervullen » vervangen door de woorden « te vervullen met uitzondering van het materiaal dat nodig is voor de diensten van de Gemeenschap in het kader van de uitvoering van hun lasten ».

Art. 20. Het laatste lid van artikel 5 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De diensten van de Gemeenschap zijn eigenaar van hun eigen gegevens. Deze gegevens worden door het overheidsbedrijf behandeld in het exclusieve kader van zijn lasten en met naleving van de wetgevingen ter bescherming van de persoonlijke gegevens. »

Art. 21. In artikel 16, § 2, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° om bij overeenkomst de overgangssituaties te regelen gebonden aan de overdracht van de lasten van de overheidsdiensten bedoeld bij artikel 3 tussen de diensten van de Franse Gemeenschap en het overheidsbedrijf. De continuïteit van de overheidsdienst wordt prioritair gewaarborgd. Wat betreft de instellingen van openbaar nut, kunnen de nadere regels voor de overdracht bepalen dat de artikelen 3, § 3 en 19, lid 3 niet van toepassing zijn tijdens de overgangssituaties. »

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen inzake de vervreemding van onroerende domeingooderen die tot de Franse Gemeenschap behoren.*

Art. 22. De Regering van de Franse Gemeenschap wordt bevoegd verklaard voor het sluiten van één of meerdere erfpachten op panden van het « Domaine du Bois Saint-Jean die tot haar behoren ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen inzake de universitaire instellingen*

Art. 23. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt de eerste paragraaf vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het basisbedrag voor de jaarlijkse werkingstoelagen bedoeld in artikel 26 ten gunste van de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, wordt vastgelegd op 411 305 764,25 EUR. »

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen inzake de statuten van het onderwijspersoneel*

Art. 24. In artikel 15 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, wordt lid 2 als volgt aangevuld :

« Het personeelslid dat na een nieuwe afwezigheid wegens ziekte of invaliditeit opnieuw met verlof of in disponibiliteit is wegens ziekte of invaliditeit gedurende het jaar dat volgt op de datum waarop men erkend heeft dat hij aan een ernstige en langdurige ziekte lijdt, moet de doorlopende periode van minstens drie maanden niet opdoen. »

Art. 25. In artikel 1 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In paragraaf 1 :

1. in 1° worden de woorden : « de zelfstandige internaten van deze inrichtingen, » ingevoegd tussen de woorden « de Hogescholen, » en « de Hogere kunstscholen »;

2. in 3° wordt het woord « technisch » geschrapt;

3. in 4° wordt het woord « technisch » geschrapt;

4. worden de punten 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° de personeelsleden en op de bestuurders van de zelfstandige internaten en de opvangtehuizen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

7° de personeelsleden en op de inrichtende machten van de internaten die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden;

8° de personeelsleden en de directeurs van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap;

9° personeelsleden en op de directeur van het Centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

10° personeelsleden en op de directeur van het technisch en pedagogisch centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

11° personeelsleden en op de directeurs van de technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en Gembloux. »

b) In paragraaf 2 :

1. in lid 1, worden de woorden « , de hulpverleningen voor de arbeidspromotie en de ambtenaren aangeworven in het kader van het professionele overgangsprogramma » ingevoegd tussen de woorden « gesubsidieerde contractuelen » en « worden beschouwd »;

2. lid 2 wordt als volgt aangevuld :

« -in de zelfstandige internaten en de opvangtehuizen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de bestuurder;

-in de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, in het Centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, in het Technisch en pedagogisch centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in de Technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en Gembloux, de directeur. »

Art. 26. In lid 2 van artikel 2 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij het eerste streepje worden de woorden « de internaten, » ingevoegd tussen de woorden « onderwijs voor sociale promotie, » en « de Hogescholen, »;

b) bij het tweede streepje worden de woorden « de internaten die onder deze inrichtingen ressorteren, de zelfstandige internaten, de opvangtehuizen, » ingevoegd tussen de woorden « de Hogescholen, » en « de Hogere kunstscholen »;

c) bij het derde streepje wordt het woord « technisch » geschrapt;

d) bij het vierde streepje wordt het woord « technisch » geschrapt;

e) een vijfde streepje wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« - de centra bedoeld in artikel 1, 8°, 9°, 10° en 11°, als het gaat om een personeelslid van deze laatste. »

Art. 27. In paragraaf 1 van artikel 8 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 2 worden de woorden « , internaten of opvangtehuizen » ingevoegd tussen de woorden « in verschillende onderwijsinrichtingen » en « of verschillende centra » en de woorden « , internaten, opvangtehuizen » ingevoegd tussen de woorden « naar de onderwijsinrichtingen » en « of centra »;

b) in lid 4 worden de woorden « , internaten, opvangtehuizen » ingevoegd tussen de woorden « in verschillende onderwijsinrichtingen » en « of verschillende centra » en de woorden « , internaten, opvangtehuizen » ingevoegd tussen de woorden « naar de onderwijsinrichting(en) » en « of het/de betrokken centrum(a) ».

Art. 28. In artikel 10 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgend lid :

« Het bedrag van de tussenkomsten voor de personeelsleden van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het Centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het Technisch en pedagogisch centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en Gembloux is ten laste van de algemene dotatie die ze elk krijgen overeenkomstig artikel 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. »;

b) in paragraaf 2 worden de woorden « en Hogescholen » vervangen door de woorden « , Hogescholen, recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het Centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het Technisch en pedagogisch centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en Gembloux. »

Art. 29. In artikel 11, lid 1, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de woorden « psycho-medisch-sociale » ingevoegd tussen de woorden « directeurs van de » en « centra bedoeld in artikel 2 ».

Art. 30. In paragraaf 2 van artikel 12 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de woorden « aan de internaten » ingevoegd tussen de woorden « aan de onderwijsinrichtingen » en de woorden « of psycho-medisch-sociale centra ».

Art. 31. In het opschrift van hoofdstuk X « Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 1994 betreffende de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de statutaire leden van het wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen » van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt het nummer « 12 » vervangen door het nummer « 16 ».

Art. 32. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 1994 betreffende de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de statutaire leden van het wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen, wordt met het volgend lid aangevuld :

« De gesubsidieerde contractuele ambtenaren en de hulpverleners voor de arbeidspromotie waarvan de last in mindering wordt gebracht van de jaarlijkse werkingstoelagen van de universitaire instellingen, worden beschouwd als personeelsleden voor de toepassing van lid 1. »

Art. 33. In artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, wordt punt 3 met een letter c) aangevuld, luidend als volgt :

« c) diploma licentiaat in de kinesitherapie uitgereikt overeenkomstig het decreet van 30 juni 1998 tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen ».

Art. 34. In artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit van de 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « tekenen en handenarbeid » vervangen door de woorden « tekenen en handenarbeid, Frans-geschiedenis, Frans en zedenleer, Frans en godsdienst, Frans en Frans als vreemde taal, -aardrijkskunde, geschiedenis, economische en sociale wetenschappen, -aardrijkskunde, geschiedenis, sociale wetenschappen-, wiskunde, wiskunde-zedenleer, wiskunde-godsdienst, handel, -biologie, scheikunde, natuurkunde-, wetenschappen : biologie, scheikunde, natuurkunde, -economische wetenschappen en -toegepaste economische wetenschappen ».

Art. 35. In punt 3° van artikel 14quater, § 1, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, worden de woorden « of van een personeelslid aangesteld als prioritair tijdelijke » ingevoegd tussen de woorden « vastbenoemd personeelslid » en de woorden « dat een aanstelling aanvraagt ».

Art. 36. In artikel 33 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 en gewijzigd bij het decreet van 17 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « in een ander inrichting van de zone of » ingevoegd tussen de woorden « aanstellingsverandering » en de woorden « in een inrichting van een andere zone »;

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het personeelslid dat in een andere inrichting van de zone wenst te worden aangesteld, dient per aangetekend schrijven binnen de maand maart bij de minister een aanvraag in gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden. Hij verstuurt een kopie ervan naar de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie van het onderwijs met volledig leerplan of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. »

Art. 37. In artikel 37bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « of van een andere zone » ingevoegd tussen de woorden « een aanstellingsverandering » en de woorden « in een inrichting van een andere zone »;

2° in lid 4 worden de woorden « of van een andere zone » ingevoegd tussen de woorden « in de regio waar hij is aangesteld in de hoedanigheid van prioritair tijdelijke » en de woorden « , voor zover ».

Art. 38. In artikel 45, § 2ter, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

« 3° niet bezet is door een personeelslid als aanvullende opdracht, door een personeelslid dat tijdelijk tot de dienstactiviteit wordt geroepen in een ander ambt dan dat waarvoor hij vastbenoemd is en waarvoor hij over het bekwaamheidsbewijs beschikt, door een personeelslid dat tot de dienstactiviteit wordt geroepen voor een onbepaalde duur in een ander ambt dan dat waarvoor het vastbenoemd is of door een tijdelijk prioritair personeelslid. »;

2° lid 3 wordt door het volgend lid vervangen :

« De uitbreiding van de vastbenoeming die behaald is overeenkomstig de bepalingen van het vorig lid, wordt op eerstkomend 1 september beperkt tot het aantal periodes die definitief vacant zijn en op deze datum aan het personeelslid toegekend kunnen worden, op voorwaarde dat :

1° het personeelslid op die datum geen ambt kan genieten met volledige prestaties hetzij in de inrichting waar hij hoofdzakelijk werkzaam is en waar hij dus zal worden aangesteld, dat hij al dan niet voordien in aanvulling aangesteld is in één of meerdere inrichtingen, hetzij in het geheel van de inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en in aanvulling aangesteld is, als hij voordien reeds de uitbreiding van zijn vastbenoeming heeft behaald en aanvullend aangesteld is in één of meerdere inrichtingen;

2° het personeelslid niet ter beschikking wordt gesteld wegens gebrek aan betrekkingen hetzij in de inrichting waar hij hoofdzakelijk aangesteld is zonder in een andere inrichting(en) in aanvulling te zijn aangesteld hetzij in het geheel van de inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en in aanvulling aangesteld is als hij voordien reeds de uitbreiding van zijn vastbenoeming behaald heeft en in aanvulling aangesteld is in één of meerdere inrichtingen;

3° als het personeelslid in gedeeltelijk verlies van opdracht wordt gesteld in de inrichting waar hij hoofdzakelijk aangesteld wordt, kan een aanvullende opdracht hem op voorhand worden toegekend tijdens de definitieve vacante periodes teneinde het gedeeltelijk verlies van de opdracht die hij geniet te compenseren;

4° als het personeelslid in gedeeltelijk verlies van opdracht wordt gesteld in één of meerdere inrichtingen waar hij in aanvulling aangesteld is, kan een aanvullende opdracht hem op voorhand worden toegekend tijdens de definitieve vacante periodes in een andere inrichting dan die waar hij hoofdzakelijk aangesteld is teneinde het gedeeltelijk verlies van de opdracht die hij geniet geheel te compenseren. »

Art. 39. In artikel 7, punt « 7. Leermeester tweede taal : a) » van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, vervangen bij artikel 60, 2°, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de woorden « aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs waarvan de Regering de afgifte verzorgt, » geschrapt.

Art. 40. § 2 van artikel 28 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. De titularis van het promotiebrevet wordt op 1 januari benoemd in de betrekking die hij bezet indien de betrekking vacant is, onder voorbehoud dat het lid zich beschikbaar had verklaard voor een definitieve wijziging van affectatie in het kader van de procedure die in de maand oktober gestart werd.

De titularis van het selectiebrevet wordt op 1 januari benoemd in de betrekking die hij bezet indien de betrekking vacant is, onder voorbehoud dat het lid zich beschikbaar had verklaard voor een definitieve wijziging van affectatie in het kader van de procedure die in de maand januari gestart werd.

De titularis van het brevet die niet benoemd kan worden in de betrekking die hij bezet, kan zijn benoeming in een andere vacante betrekking aanvragen dan die waarin hij geaffecteerd is voor zover die betrekking noch bij re-affectatie of verandering van affectatie wordt toegewezen noch toegekend werd aan een andere titularis van het brevet. »

Art. 41. Artikel 46 van voornoemd decreet van 4 januari 1999 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 46. In afwijking van artikel 28, § 1, leden 1 en 2, zijn de personeelsleden van de Gemeenschap die tijdelijk aangesteld zijn in een selectie- of promotiebetrekking en er minstens 1050 anciënniteitsdagen tellen op 1 januari 2004 zijn tijdelijk prioritair om benoemd te worden in de betrekking die ze in vast verband of tijdelijk bekleden, naargelang die betrekking vacant is of niet, zodra ze het brevet ontvangen hebben in verband met het ambt dat ze bekleden. »

Art. 42. Een nieuw artikel 46*bis* luidend als volgt wordt toegevoegd in voornoemd decreet van 4 januari 1999 :

« Art. 46*bis*. In afwijking van de bepalingen van artikel 28, § 2, lid 1, van dit decreet, worden de titularissen van de bevorderingsbrevetten die hun kandidatuur hebben ingediend voor een bevorderingsambt als antwoord op de oproep tot de kandidaturen gedaan tengevolge van het uitreiken van de eerste bevorderingsbrevetten overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, op 1 juli benoemd in het bedoeld ambt, in de met de bedoelde betrekking overeenstemmende ambten, onder voorbehoud dat de betrekkingen van het betrokken promotie-ambt beschikbaar waren voor een aanstellingsverandering in het kader van de procedure die in de vorige maand oktober gestart werd. »

Art. 43. De Regering legt de kosten vast die aan de inspecteurs van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt, terugbetaald kunnen worden.

Het gaat over :

1. vervoerkosten;
2. verblijfkosten;
3. andere kosten waaronder inzonderheid de kosten betreffende de telefooncommunicaties, de faxen en de aankoop van documentatie.

De Regering bepaalt de grenzen en de nadere regels voor deze terugbetaling.

Art. 44. In artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt het volgend lid toegevoegd na lid 4 :

« Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling, wordt aan de commissarissen of afgevaardigden van de Regering van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap wachtgeld toegekend dat uitbetaald wordt ten belope van één dertigste van de laatste activiteitsbezoldiging per dienstjaar uitgeoefend in dat ambt en ten belope van een zoveelste vastgesteld bij de in kracht zijnde wetten wat betreft de andere toelaatbare diensten. »

Art. 45. In artikel 1, § 2*bis*, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003, worden de woorden « in de artikelen 34sexies en 42, § 5 » vervangen door de woorden « in de artikelen 29*bis*, § 4, 34sexies en 42, § 5 ».

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen inzake onderwijs*

Art. 46. In afwijking van artikel 32, § 2, lid 4, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de werkingssubsidies, wat betreft de internaten, voor het schooljaar 2003-2004 vastgesteld op het bedrag dat toegekend wordt voor het schooljaar 2002-2003, geïndexeerd in verhouding tot het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2004 en 1 januari 2003.

Art. 47. In artikel 21ter, lid 1, van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, zoals ingevoegd bij het decreet van 15 oktober 1991, worden de woorden « totaal aantal lestijden-leerkracht toegekend op 1 oktober » vervangen door « totaal aantal lestijden-leerkracht toegekend op 15 januari ».

Art. 48. § 1 van artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Om regelmatig in het 2de studiejaar in een school ingeschreven te zijn, moet de kandidaat één van de volgende documenten indienen :

1° hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1ste studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie of het diploma gegradueerd verpleger(verpleegster) of het brevet assistent(e) ziekenzorg of het brevet assistent(e) ziekenzorg, richting psychiatrie of de beslissing tot gelijkstelling met één van deze bekwaamheidsbewijzen;

2° hetzij een getuigschrift voor het slagen in een inrichting van onderwijs voor sociale promotie van de vormingseenheden : « Ziekenhuisverpleger : verpleegwetenschappen I en II », « Ziekenhuisverpleger : Basiswetenschappen I en II », « Ziekenhuisverpleger : Sociale wetenschappen I en II », met vermelding dat hij minstens 60% behaald heeft van de punten voor de vormingseenheden : « Stage : Ziekenhuisverpleger –klinisch onderwijs voor het behalen van de diploma's Ia en Ib, Iia en Iib ».

Art. 49. § 1 van artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Om regelmatig ingeschreven te zijn in het 3de studiejaar in een school, moet de kandidaat één van de volgende documenten indienen :

1° hetzij het getuigschrift van het geslaagde 2de studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie of het diploma gegradueerd verpleger(verpleegster) of het brevet assistent(e) ziekenzorg of het brevet assistent(e) ziekenzorg richting geestelijke gezondheid of de beslissing tot gelijkstelling met één van deze bekwaamheidsbewijzen;

2° hetzij een getuigschrift voor het slagen in een inrichting van onderwijs voor sociale promotie van de vormingseenheden : « Ziekenhuisverpleger : verpleegwetenschappen III en IV », « Ziekenhuisverpleger : Basiswetenschappen III en IV », « Ziekenhuisverpleger : Sociale wetenschappen III en IV », met vermelding dat hij minstens 60% behaald heeft van de punten voor de vormingseenheden : « Stage : Ziekenhuisverpleger –klinisch onderwijs voor het behalen van de diploma's III en IV ».

Art. 50. In artikel 10, lid 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

De woorden « 8 288 000 EUR » worden vervangen door « 8 702 000 EUR ».

Art. 51. In artikel 36, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In § 1, lid 1, worden de woorden « 799 000 EUR » vervangen door « 1 214 000 EUR ».

Art. 52. In artikel 2 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt een 4^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 4^o Formateur : elke natuurlijke persoon die gemachtigd wordt een opleiding te geven; »

Art. 53. In artikel 8 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 2, worden de woorden « Wat de opleidingen van de niveaus bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, betreft, kan het in het eerste lid bedoeld aantal halve dagen gespreid worden over het aantal lesdagen van drie opeenvolgende schooljaren. » vervangen door de woorden « Het in het eerste lid bedoeld aantal halve dagen kan gespreid worden over het aantal lesdagen van drie opeenvolgende schooljaren. »;

2° in § 3, lid 2, worden de woorden « Wat de opleidingen van de niveaus bedoeld in artikelen 5, 2° en 3°, betreft, kan het in het eerste lid bedoeld aantal dagen gespreid worden over het aantal prestatiedagen van drie opeenvolgende dienstjaren. » vervangen door de woorden « Het in het eerste lid bedoeld aantal dagen kan gespreid worden over het aantal prestatiedagen van drie opeenvolgende dienstjaren. ».

Art. 54. In artikel 10, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, worden de woorden « of de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum » geschrapt;

2° in lid 2, eerste zin, worden de woorden « of de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum » geschrapt;

3° in lid 2, tweede zin, worden de woorden « of de centra » geschrapt;

4° in lid 2, tweede zin, worden de woorden « of de gesubsidieerde officiële centra » geschrapt »;

5° in lid 2, tweede zin, worden de woorden « of de gesubsidieerde vrije centra » geschrapt;

6° in lid 2, derde zin, worden de woorden « of van de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum » geschrapt.

Art. 55. In artikel 13 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt een 16° toegevoegd, luidend als volgt :

« 16° Het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan »;

2° in § 3, lid 2, worden de woorden « tijdens hun prestatieperiode » ingevoegd tussen de woorden « mogen zij » en de woorden « niet meer dan twintig halve dagen ».

Art. 56. In artikel 42, § 3, lid 3, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de woorden « artikel 23, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 40, § 2 ».

Art. 57. In artikel 51 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt een lid 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« Het kan eveneens beschikken over personeelsleden die hem ter beschikking worden gesteld overeenkomstig artikel 46, § 4. »

Art. 58. In artikel 2 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt een 7°*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« 7°*bis* Formateur : elke natuurlijke persoon die gemachtigd is een opleiding te geven. »

Art. 59. In artikel 9, lid 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, wordt de volgende zin toegevoegd :

« Zij belast ook deze laatste met het toekennen aan de opleidingsoperatoren van subsidies voor de te organiseren opleidingen. »

Art. 60. Voor het schooljaar 2003-2004 wordt een aanvulling lestijden-leerkracht toegekend aan de inrichtingen voor secundair onderwijs die het 7de jaar secundair beroepsonderwijs organiseren dat leidt tot het behalen van het kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/verzorgster.

Het aantal toegekende lestijden wordt behaald door het op 15 september 2003 in het voornoemde 7de jaar ingeschreven aantal leerlingen met 1,2 te vermenigvuldigen.

Art. 61. In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, worden de woorden « 2002 en 2003 » vervangen door de woorden « 2002, 2003 en 2004 ».

Art. 62. § 1. De berekening van de werkingssubsidies van de scholen, zoals vastgelegd bij het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, neemt 100% van de op 15 januari regelmatig ingeschreven leerlingen van het gewoon kleuteronderwijs in aanmerking dat gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap.

§ 2. In afwijking van § 1, ligt het percentage leerlingen dat in acht genomen wordt in 2003, 2004, 2005 en 2006 lager dan 100%, maar blijft progressief.

In 2003 wordt 50% van het niet-bereikte deel van het plafond van de werkingssubsidies, zoals bepaald in artikel 2 van voornoemd decreet, besteed aan het progressief inhalen van het verschil tussen de berekeningsmethode van de leerlingen gebaseerd op het gemiddeld schoolbezoek en de inachtneming van de leerlingen te 100%.

Art. 63. De toelagen van de basisscholen van Habay en Marbehan die in 2002 werden opgericht, worden berekend naar het voorbeeld van de toelage van 2001 voor de basisschool Marbehan-Habay, aangepast in functie van het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari en van de indexering, en worden verdeeld in functie van het aantal leerlingen van elke basisschool teneinde de toepassing van het overgangsstelsel toe te laten dat georganiseerd wordt bij artikel 18 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd.

Art. 64. Voor het jaar 2003 wordt een bedrag van 241 000 EUR af te trekken van de O.A. (B.A. 01.01.94) besteed aan de uitrusting van de Franstalige technische en beroepsscholen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. Dat bedrag wordt per net verdeeld naar evenredigheid van de leerlingen van de tweede en de derde graad van het technisch en beroepsonderwijs dat door de bedoelde netten wordt georganiseerd.

Art. 65. Voor het jaar 2004 wordt een bedrag van 564 578 EUR af te trekken van de O.A. (B.A. 01.01.94), besteed aan de uitrusting van de Franstalige technische en beroepsscholen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. Dat bedrag wordt per net verdeeld naar evenredigheid van de leerlingen van de tweede en de derde graad van het technisch en beroepsonderwijs dat door de bedoelde netten wordt georganiseerd.

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen inzake de Psycho-medisch-sociale centra*

Art. 66. Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra wordt met het volgend lid aangevuld :

« In afwijking van lid 1, c) en d), wordt het bedrag van de subsidies voor het schooljaar 2003-2004 vastgelegd op het bedrag dat toegekend werd voor het schooljaar 2002-2003, zoals vastgesteld in het vorig lid, geïndexeerd in verhouding tot het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2004 en 1 januari 2003. »

Art. 67. De werkingstoelagen van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden voor het schooljaar 2003-2004 vermeerderd op dezelfde basis als de vermeerdering van de subsidies bedoeld in artikel 52 lid 4 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen inzake vakantiecentra*

Art. 68. Artikel 10 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, laatste lid, wordt met de volgende zin aangevuld :

« Volgens deze logica stelt de Regering een dagelijks maximaal bedrag vast voor de bijdrage in de kosten. Dat bedrag schommelt naargelang het over vakantiepleinen, -verblijven en -kampen gaat. »

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen inzake sport*

Art. 69. In het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, worden in artikel 39 de woorden « van ten minste 2500 leden » vervangen door de woorden « van 5 001 tot 10 000 leden ».

Art. 70. In het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap wordt in artikel 49, lid 2, in fine, de vermelding « Het in aanmerking te nemen indexcijfer is dat van 1 december van het voorafgaande jaar » toegevoegd.

Art. 71. In het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, worden de woorden « tijdens het vorig kalenderjaar » in het eerste lid van de artikelen 57, 68 en 79 geschrapt.

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen inzake permanente opvoeding*

Art. 72. In artikel 7, lid 1, 3°, van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, worden de woorden « bij de voornaamste as van erkenning » vervangen door de woorden « bij de as(sen) waarvoor zij een erkenning aanvraagt ».

Art. 73. In artikel 11, § 2, van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, worden de woorden « stemt de puntencategorie overeen met 19 procent van de waarde van de puntencategorie vastgesteld bij artikel 10, met een maximum waarde van 100 000 euro » vervangen door de woorden « stemt de puntencategorie, met een maximum waarde van 100 000 euro, overeen met 19 procent van de waarde van de puntencategorie vastgesteld bij artikel 10 ».

Art. 74. In het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt hoofdstuk VI met als opschrift « Voorlopige bepalingen en intrekkingbepalingen » vervangen door « Hoofdstuk VII. Overgangs- en opheffingsbepalingen » en hoofdstuk VII met als opschrift « Inwerkingtreding » vervangen door « Hoofdstuk VIII. Inwerkingtreding ».

HOOFDSTUK XV. — *Bepalingen inzake cultuurinfrastructuren*

Art. 75. De Regering kan ten belope van 2 000 000 EUR leningen die voor 2004-2006 door de vzw « Les Grignoux » zijn aangegaan, waarborgen met het oog op de aanbouw van een bioscoopcomplex in het hypercentrum van Luik.

HOOFDSTUK XVI. — *Slotbepalingen*

Art. 76. De artikelen 21, 48 en 49 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2002.

De artikelen 2, 62 en 63 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Artikel 15 heeft uitwerking met ingang van 11 juli 2003.

De artikelen 25 tot 32, 39, 45, 46, 52 tot 57, 66 en 67 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2003.

Artikel 60 heeft uitwerking met ingang van 15 september 2003.

Artikel 64 heeft uitwerking met ingang van 1 november 2003.

Artikel 44 treedt in werking op 1 december 2003.

De artikelen 3 tot 8 en 23, 33, 43 en 65 treden in werking op 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 17 december 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Lasten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) Zitting 2003-2004

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp, nr. 472-1. — Commissie-amendementen, nr. 472-2. — Advies van de commissies, nr. 472-3 tot nr. 472-6. — Verslag, nr. 472-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 december 2003.

Bijlage I

Nr. Fonds	Benaming fonds	Aard van de opbrengsten	Doel van de toegelaten uitgaven
57	57. Fonds Nationale Loterij (C)	Dotaties en voorschotten van de Nationale loterij bij toepassing van artikel 41 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten	Toekenning van de fondsen afkomstig van de Nationale loterij in de domeinen bepaald in het jaarlijks verdeelplan dat door de Regering vastgelegd wordt